



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION

« Une attention particulière devra être portée au présent document dans la mesure où sont intégrées des clauses spécifiques à la pandémie de la COVID-19 »

Objet du marché
<p>CERCOTTES (45) – champs de tir et terrain d’exercices – Chantier de dépollution pyrotechnique préalable au projet création TE</p> <p>Missions de Chargé de Sécurité Pyrotechnique/Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé</p>

Personne Publique
<p>ETAT- MINISTERE DES ARMEES</p> <p>L’Etablissement du Service d’Infrastructure de la Défense de Rennes</p> <p>Quartier Margueritte - BP14 - 35998 Rennes cedex 9</p>

Représentant du Pouvoir Adjudicateur du marché
<p>Directeur de l’établissement du service d’infrastructure de la Défense (ESID) de Rennes</p>

Numéro du marché													
2	0	2	1	R	N	S	C	E	R	0	0	0	1

Remise des offres
<p>Date et heure limites de remise : Vendredi 29 janvier 2021 à 15h00</p>

1. Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Bâtiment 017 – Rez-de-chaussée Quartier Margueritte 1 rue du Garigliano, RENNES	Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes Service Achats Infrastructure Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES CEDEX 9

2. Visite de site

Sans objet.

3. Objet de la consultation

L'objet du marché est d'assurer les missions de **chargé de sécurité pyrotechnique** et la **mission de coordination SPS de niveau 3** afférente au chantier de dépollution pyrotechnique entrepris sur le champ de tir et terrain d'exercices de CERCOTTES (45).

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage met en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention mentionnés à l'article L4121-2 du Code du travail ; le principe premier étant d'éviter les risques.

En outre, le décret 76-225 du 4 mars 1976 modifié stipule que « les biens immobiliers de l'Etat dont le ministère de la défense est l'utilisateur ne peuvent faire l'objet [...] de la délivrance d'un titre d'occupation unilatéral ou contractuel [...] qu'à la condition que le ministère de la défense ait, au préalable, examiné leur situation dans le cadre d'une étude historique et technique destinée à déterminer la présence éventuelle de munitions, mines, pièges, engins et explosifs. » « Si l'étude historique et technique met en évidence une présomption de pollution pyrotechnique, une analyse quantitative du risque est établie, en fonction de l'usage auquel le terrain est destiné, afin de déterminer si la pollution pyrotechnique présumée nécessite ou non la réalisation d'une opération de dépollution afin d'assurer l'utilisation des terrains concernés sans danger pour la santé, la salubrité et la sécurité publiques. Le cas échéant, si l'analyse quantitative du risque conclut à la nécessité de conduire une opération de dépollution, un diagnostic sans excavation peut être réalisé sur tout ou partie du terrain, afin de localiser les objets pyrotechniques enfouis ».

L'étude historique et technique met en évidence la présence d'un risque pyrotechnique sur le terrain du champ de tir de CERCOTTES, avec un risque pyrotechnique en surface potentiel. En conséquence, conformément aux textes réglementaires cités ci-dessus, il convient d'entreprendre, préalablement à chaque occupation du domaine par un tiers, dès lors que ce dernier envisage la réalisation de prestations susceptibles de provoquer l'explosion, la combustion ou la décomposition de matières ou d'objets explosifs enfouis : une analyse quantitative du risque, le cas échéant : un diagnostic sommaire préalable, le cas échéant : un chantier de dépollution pyrotechnique.

En application de l'article 4 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié, le maître d'ouvrage désigne, pour ces chantiers de dépollution pyrotechnique, une personne physique ou morale dénommée "chargé de sécurité pyrotechnique" qui le représente sur le chantier, dans les conditions définies par l'article 13. Le chargé de sécurité pyrotechnique intervient également dans le cadre des diagnostics sommaires préalables entrepris hors chantier de dépollution pyrotechnique pour vérifier *à priori* et contrôler que les modes opératoires envisagés et exécutés ne sont pas de nature à générer un risque d'exposition à un événement pyrotechnique.

Par ailleurs, au cours de ces diagnostics sommaires préalables et de ces chantiers de dépollution pyrotechnique, plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, sont appelés à intervenir. Afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs doit être prévue par le maître d'ouvrage (article L. 4532-2 du Code du travail).

Cette coordination doit être prévue tant au cours de la conception de l'étude et de l'élaboration du projet qu'au cours de la réalisation des travaux (article L. 4532-2 du Code du travail). La période d'établissement des études de sécurité correspond, dans le cas présent, aux phases de conception et d'élaboration du projet.

Au regard notamment du montant des travaux de dépollution pyrotechnique pouvant être atteint au cours du marché de diagnostic sommaire préalable et du chantier de dépollution pyrotechnique, auquel correspondent les prestations objet du présent marché, les opérations de dépollution pyrotechnique ne sont pas soumises à l'obligation de déclaration préalable et constituent des opérations de 3^e catégorie ; lesquelles nécessitent un plan général de coordination simplifié.

Ainsi, l'objet du marché est d'assurer les missions de chargé de sécurité pyrotechnique et les missions de coordination SPS de niveau 3 afférentes au diagnostic sommaire préalable et au chantier de dépollution pyrotechnique du champ de tir et terrain d'exercices de CERCOTTES (45)

Dans le cadre des opérations de dépollution pyrotechnique, les missions sont étroitement liées. En conséquence, elles font l'objet, dans le cadre du présent projet, d'un marché unique.

4. Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme de procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

5. Variantes – Prestation supplémentaires ou alternatives éventuelles (ex-options)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché est lancé sans prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles.

6. Dossier de consultation des entreprises

Modalités de téléchargement :

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.ixarm.com

ESID Rennes - RC	Marché n° 2021RNSCER0001	COSI n°457239	Page 4 / 11
------------------	--------------------------	---------------	----------------

et www.achats.defense.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

La transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

Le dossier de consultation comprend les documents :

- le Cahier des Clauses Particulières valant Acte d'Engagement et cadre de prix.
- le présent Règlement de la Consultation.

Modifications du dossier de la consultation :

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de consultation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur garantit aux candidats un délai de 6 jours entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des offres. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7. Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, 6 jours au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite de renseignements complémentaires à l'Etablissement du service d'Infrastructure de la Défense de Rennes.

Le candidat doit utiliser le profil acheteur de l'ESID à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (Plateforme des AChats de l'Etat - PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par l'ESID. L'opérateur économique devra vérifier que son adresse électronique est correctement orthographiée et il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique.

L'Etablissement d'Infrastructure de la Défense de Rennes répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

8. Transmission des réponses

L'envoi et la remise des plis se fait par voie électronique, via la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr ;

Le candidat a par ailleurs la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie ne sera ouverte que si l'offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des offres ou si elle n'a pas pu être ouverte par ce dernier ou lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres. Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « **copie de sauvegarde** ».

En cas de difficultés sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)**, une assistance est mise à la disposition des entreprises au **01.76.64.74.07**.

Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse place.support@atexo.com.

9. Présentation du dossier par la société.

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, la forme imposée du groupement après attribution est le groupement conjoint avec un mandataire solidaire de chacun des membres du groupement.

Certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité de la société peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de la société à réaliser la mission pour laquelle elle se porte candidate. Le candidat devra fournir des diplômes, brevets, attestation de formation ou de stage.

L'article 8 de l'arrêté du 23 janvier 2006 précise que le chargé de sécurité pyrotechnique doit :

- avoir exercé un niveau de responsabilité le prédisposant à occuper cette fonction,
- posséder une connaissance de la réglementation relative à la prévention des risques pyrotechniques,
- avoir acquis une connaissance suffisante dans le domaine des munitions.

Une attestation de compétence du titulaire et du suppléant (agrément en cours de validité).

Le niveau de compétence du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions des articles R.4532-17 à R.4532-29 et R.4532-30 R.4532-37 du code du travail requis est le niveau 3 : aptitude à coordonner les opérations de 3e catégorie.

La réponse à la consultation doit comporter 2 dossiers :

- un dossier contenant les renseignements relatifs à la candidature (*dossier candidature*),
- et un dossier contenant l'offre (*dossier offre*).

Pour faciliter leur traitement administratif, il est donc recommandé de présenter séparément les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) et à l'offre (*dossier offre*).

10.1 Documents à produire quant à la candidature - « dossier candidature »

Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon deux manières distinctes qu'il choisit librement :

Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé est disponible sur le site <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

Candidature hors DUME

Dans ce cas, les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : extrait K-bis et, le cas échéant, délégation de pouvoir
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : l'article 8 de l'arrêté du 23 janvier 2006 précise que le chargé de sécurité pyrotechnique doit :
 - avoir déjà exercé un niveau de responsabilité le prédisposant à occuper cette fonction,
 - posséder une connaissance de la réglementation relative à la prévention des risques pyrotechniques,
 - avoir acquis une connaissance suffisante dans le domaine des munitions.

Il est demandé aux candidats de fournir tous les éléments complémentaires permettant d'apprécier la recevabilité de leur candidature eu égard à ces trois critères. Il est demandé la fourniture de documents justificatifs : diplôme, brevet, attestation de formation ou de stage.

- Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché
- Certificat d'assurance garantissant le pouvoir adjudicateur en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation
- Le niveau de compétence du coordinateur SPS, conformément aux dispositions des articles R. 4532-17 à R. 4532-29 et R. 4532-30 R. 4532-37 du Code du travail requis est :

ESID Rennes - RC	Marché n° 2021RNSCER0001	COSI n°457239	Page 7 / 11
------------------	--------------------------	---------------	----------------

☒ niveau 3 : Aptitude à coordonner les opérations de 3^e catégorie.

En conséquence, il est demandé l'attestation de compétence du titulaire et du suppléant (agrément en cours de validité).

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

Le formulaire DC2 (déclaration du candidat) est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

10.2 Documents à produire quant à l'offre - « dossier offre »

Dans le cadre de la pandémie COVID-19, l'offre financière tiendra compte des prescriptions sanitaires à appliquer à la date de remise des offres, en vue d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier.

Ainsi, il est exigé que les coûts liés à cette pandémie soient spécifiquement identifiés et détaillés dans les pièces de prix remises par le candidat en vue de l'application éventuelle d'une clause de réexamen. A noter qu'un paragraphe du mémoire technique sera consacré aux mesures sanitaires envisagées dans le cadre de la pandémie, toujours dans le but de pouvoir mettre en œuvre ladite clause de réexamen si les conditions sanitaires imposées devaient changer de façon significative. Cette partie, non prise en compte pour l'application des critères de jugement des offres, sera rendue contractuelle à la mise au point du marché.

✓ Le CCP valant Acte d'Engagement dûment rempli et ses annexes (à ce stade la signature n'est pas obligatoire).

Si le marché ne fait pas l'objet d'une signature électronique (à la remise du dossier ou à l'attribution), l'original du CCP valant AE, daté et signé à la main par la personne habilitée à engager la société, devra impérativement être envoyé à l'adresse postale indiquée supra, par l'entreprise dont la candidature aura été retenue.

✓ Le cadre de prix dûment complété ;

✓ Un relevé d'identité bancaire ;

✓ Un mémoire technique

Signature électronique (Si le candidat choisit de signer son offre électroniquement)

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique. Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

- ✓ Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.
Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.
- ✓ Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :
 - Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
 - Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

Recours à la langue française : Si les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) et à l'offre (*dossier offre*) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

10. Classement des offres

Les offres inappropriées ou inacceptables sont éliminées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les offres restantes sont classées par ordre décroissant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de régulariser les offres irrégulières via négociation.

11.1 Critères de jugement

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, les offres des candidats seront classées en tenant compte, par ordre d'importance décroissante, des critères suivants :

- Critère n°1 : Prix noté sur 70 points
- Critère n°2 : Qualité technique notée sur 30 points

11.2 Méthode de calcul des notes

Les critères de choix et leur pondération retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

N° Critère	Désignation	Pondération (points)
1	Prix des prestations	70
2	Qualité du mémoire technique	30

Total :		100
---------	--	-----

Critère n°1 : Prix des prestations			
Attribution d'un nombre de points selon la formule suivante :			
Note pondérée = 70 x (prix de l'offre la plus basse) / (prix de l'offre proposée)			
Candidats	1	2	
Prix H.T.			
Note pondérée			
Critère n°2 : Qualité			
Attribution du nombre de points suivant le barème ci-contre		Barème	Candidats
L'absence de réponse donne lieu à une note égale à zéro (0)			
		1	2
Sous-critère n°1 : Qualité du compte-rendu au maître d'ouvrage			
Le candidat présente ses méthodes de compte rendu auprès du maître d'ouvrage			
Insuffisant :	0		
Moyen :	2		
Bon :	4		
Très bon :	6		
Sous-critère n°2 : Qualité du contrôle du rapport de diagnostic de pollution pyrotechnique			
Le candidat présente ses méthodes de contrôle pour l'examen d'un rapport de diagnostic sommaire préalable			
Insuffisant :	0		
Moyen :	4		
Bon :	6		
Très bon :	8		
Sous-critère n°3 : Qualité du contrôle en phase de rédaction des études de sécurité pyrotechnique			
Le candidat présente ses méthodes de contrôle pour l'examen d'une 2 ^e partie d'ESP			
Insuffisant :	0		

Moyen :	4		
Bon :	6		
Très bon :	8		

12

Critère n°2 : Qualité du mémoire technique (suite)			
Attribution du nombre de points suivant le barème ci-contre L'absence de réponse donne lieu à une note égale à zéro (0)	Barème	Candidats	
		1	2
Sous-critère n°4 : Qualité du contrôle en phase de dépollution pyrotechnique			
Le candidat présente ses méthodes de contrôle mises en œuvre au niveau des installations de chantier			
Insuffisant :	0		
Moyen :	2		
Bon :	3		
Très bon :	4		
Le candidat présente ses méthodes de contrôle mises en œuvre au niveau de la sécurité pyrotechnique			
Insuffisant :	0		
Moyen :	2		
Bon :	3		
Très bon :	4		
Critères	Candidat 1	Candidat 2	
Prix des prestations			
Qualité			
TOTAL DE POINTS			
CLASSEMENT			

En cas d'incohérence entre le cadre de prix et l'acte d'engagement, le montant reporté sur la partie AE sera seul pris en compte lors de l'analyse des offres. Toutefois si le candidat concerné est déclaré attributaire du marché, il sera invité à rectifier les incohérences constatées. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée.

ESID Rennes - RC	Marché n° 2021RNSCER0001	COSI n°457239	Page 11 / 11
------------------	--------------------------	---------------	-----------------

12.1 Détermination du classement des offres

La somme des points de chaque critère détermine le nombre total de points attribués à chaque candidat, lesquels feront l'objet d'un classement. Le candidat obtenant le plus de points et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse sera provisoirement retenue.

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départagera les candidats concernés.